

PREFECTURE

Direction de l'action territoriale de l'Etat
Bureau du Développement Durable

TOULON le, **23 OCT. 2015**

ARRETE portant mise en demeure de la société « FIRMENICH SAS», pour son site situé sur la commune de Seillans

Le Préfet du Var
Officier de la légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire),

Vu décret du Président de la République du 18 septembre 2014 nommant M. Pierre SOUBELET préfet du Var,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 / 20 / PJ1 du 29 juillet 2015 portant délégation de signature à M. Kevin MAZOYER, sous-préfet, directeur de cabinet à la Préfecture du Var,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1983, modifié, autorisant la société Firmenich Grasse SAS à exploiter sur son site de Seillans des installations destinées à la fabrication de produits aromatiques, naturels ou de synthèse,

Vu le courrier du 23 décembre 2010 de la société FIRMENICH notifiant au Préfet du Var la date de cessation définitive de ses activités fixée au 31 mars 2011,

Vu le mémoire de cessation d'activité remis en date du 21 novembre 2012 à l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Vu les arrêtés préfectoraux des 31 juillet 2013 et 26 juin 2014 imposant à la société FIRMENICH la réalisation de nouvelles analyses concernant les sols pollués par les hydrocarbures,

Vu le courrier du 9 septembre 2014 de la société FIRMENICH demandant à monsieur le Préfet du Var un report du démarrage de la dépollution après la fourniture d'un nouveau bilan coûts-avantages,

Vu l'arrêté complémentaire du 19 janvier 2015 prescrivant à la société FIRMENICH, la réalisation des travaux de dépollution des terres polluées par des hydrocarbures sur son site de Seillans dans des délais impartis,

Vu le rapport du 13 octobre 2015 de l'inspecteur de l'environnement, transmis le même jour à l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article L.514-5 du code de l'environnement, cette procédure valant procédure contradictoire particulière au sens du 3° de l'article 24 de la loi précitée du 12 avril 2000,

Considérant le non respect par l'exploitant de certaines des dispositions des articles 5 et 6 de son arrêté du 19 janvier 2015 concernant les travaux de dépollution du site et leurs suivis,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Société FIRMENICH GRASSE SAS dont le siège social est situé Place les Bois de Grasse - BP 92 113 à Grasse (06130) est mise en demeure, pour son site se trouvant au 543 route de la parfumerie sur la commune de Seillans, de respecter les dispositions ci-après :

- Article 5 de l'arrêté du 19 janvier 2015 en adressant à l'inspection des installations classées :
 - le contrat signé entre la société Firmenich SAS et un prestataire compétent dans le domaine de la dépollution des sites et sols pollués. Ce contrat engage les deux parties à démarrer les travaux de dépollution le 01 septembre 2015.
 - le contrat passé avec un organisme en charge du contrôle des opérations de dépollution indépendant de la société en charge des travaux de dépollution.
 - une synthèse à caractère technique et non technique de l'ensemble des contrôles à réaliser au cours des opérations de dépollution avec l'organisme précité.

dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté.

- Article 6 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2015 en démarrant les travaux de dépollution, travaux qui devront être achevés dans un délai de 2 mois.

dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Seillans pendant un délai d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du Maire.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, le Maire de Seillans, l'inspecteur de l'environnement auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Sous-Préfet de Draguignan.

Toulon, le

23 OCT. 2015

Pour le Préfet,
Le Sous-préfet
Directeur de cabinet,


Kévin MAZOYER